

S.A.S.U. CEDREO

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

**RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT
SUR LA VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION
DES OBJECTIFS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX**

1 rue de Buffon - CS10629
49106 ANGERS Cedex 02
+33 (0)2 41 31 13 30

34 rue de Liège
75008 PARIS
+33 (0)1 42 73 73 50

19 bis rue La Noue Bras de Fer
44200 NANTES
+33 (0)2 41 31 13 30

www.crowe-becouze.fr
www.becouze-talents.com

S.A.S.U. CEDREO
Parc d'affaires Les Moulinets Bât. B
16, boulevard Charles de Gaulle
44800 SAINT-HERBLAIN

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la vérification de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

Période allant du 2 août 2022 au 1^{er} août 2024

À l'associée unique,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant ("tierce partie") de votre société (ci-après "entité"), accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1880 (Accréditation COFRAC Validation/Vérification, n° 3-1880, portée disponible sur www.cofrac.fr), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que votre entité s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission telles que présentées dans les rapports du référent de mission et relatives à la période allant du 2 août 2022 au 1^{er} août 2024.

Conclusion

Lors de ce premier audit, nous avons constaté que les moyens dédiés à l'objectif opérationnel "Mécénat financier" qui s'inscrit dans l'objectif statutaire "Contribuer au développement des territoires sur lesquels CEDREO est implantée, entre autres en fournissant des outils et en partageant des connaissances avec les habitants des territoires concernés" ont été mis en œuvre, mais que les résultats attendus n'ont pas été atteints.

En raison des faits décrits ci-dessus, nous n'avons pas été en mesure de collecter les éléments suffisants et appropriés pour émettre une conclusion sur le respect par l'entité de l'objectif social "Contribuer au développement des territoires sur lesquels CEDREO est implantée, entre autres en fournissant des outils et en partageant des connaissances avec les habitants des territoires concernés" retenu en application du 2° de l'article L. 210-10 du Code de commerce et inscrit dans ses statuts qu'elle s'est donné pour mission de poursuivre, en cohérence avec sa raison d'être et son activité.

Par ailleurs, le rapport du Référent de mission ne précise pas les raisons pour lesquelles cet objectif n'a pas été respecté.

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie "Nature et étendue des travaux", et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons par ailleurs pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, pour chacun des autres objectifs sociaux et environnementaux, sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission et à la fin de la période couverte par notre vérification :

- Le fait que l'entité ait atteint les objectifs opérationnels qu'elle a définis et sous-tendant les objectifs sociaux et environnementaux précités,
- Le fait que l'entité ait mobilisé les moyens adéquats et cohérents au regard de ses ressources et du plan d'action défini par la Direction, et que
- Par conséquent, la société CEDREO respecte chacun des autres objectifs, inscrits dans ses statuts, qu'elle s'est donné pour mission de poursuivre, en cohérence avec sa raison d'être et son activité.

Observations et commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous formulons les observations et les commentaires suivants :

Concernant l'objectif opérationnel "Mécénat financier" s'inscrivant dans l'objectif statutaire "Contribuer au développement des territoires sur lesquels CEDREO est implantée, entre autres en fournissant des outils et en partageant des connaissances avec les habitants des territoires concernés", nous avons constaté que les moyens n'ont pas été linéaires sur la période vérifiée, du 2 août 2022 au 1^{er} août 2024. Des moyens ont été mis en place et les résultats atteints en 2022 et 2023, alors qu'aucun don financier n'a été effectué en 2024. Étant donné qu'il s'agit d'un premier audit, nous avons conclu à une impossibilité de conclure sur ce point.

Préparation des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies, sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux doivent être lues et comprises en se référant aux procédures de l'entité, (ci-après le "Référentiel") dont les éléments significatifs sont présentés dans les rapports du Référent de mission.

Limites inhérentes à la préparation des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux

Les informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations présentées sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement.

Responsabilité de l'entité

Il appartient à la Direction :

- De nommer un Référent de mission chargé d'établir annuellement un rapport en application des dispositions de l'article L. 210-10 du Code de commerce,
- De sélectionner ou d'établir des critères et procédures appropriés pour élaborer le Référentiel de l'entité,
- De concevoir, mettre en œuvre et maintenir un contrôle interne sur les informations pertinentes pour la préparation du rapport du référent de mission, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs,
- D'établir les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux conformément au Référentiel et mises à disposition du référent de mission.

Il appartient au Référent de mission d'établir ses rapports en s'appuyant sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux transmises par l'entité et en procédant à toute vérification qu'il juge opportune.

Ces rapports sont joints au rapport de gestion.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

En application des dispositions de l'article R. 210-21 du Code de commerce, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur le respect par l'entité des objectifs sociaux et environnementaux qu'elle s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites informations car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions de l'article R. 210-21 du Code de commerce et à la doctrine professionnelle de l'Ordre des Experts-Comptables ainsi que celle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, notamment l'avis technique de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, *Intervention du Commissaire aux Comptes, intervention de l'OTI - Sociétés à mission*, et le Guide méthodologique de la Communauté des Entreprises à Mission complété de nos procédures propres. L'ensemble forme notre programme de vérification de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux des sociétés à mission W024-2.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 821-28 du Code de commerce ainsi que par les Codes de déontologie de la profession d'Expert-Comptable et de Commissaire aux Comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de deux personnes et se sont déroulés entre janvier et avril 2025 sur une durée totale d'intervention d'une semaine.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons notamment mené trois entretiens avec les personnes responsables de la préparation des informations historiques liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux représentant notamment la Direction, le Référent de mission et le Manager de mission.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les informations relatives à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que l'entité se donne pour mission de poursuivre sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée.

Nous avons pris connaissance des activités de l'entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission, de la formulation de sa raison d'être, ainsi que de ses enjeux sociaux et environnementaux.

Nos travaux ont porté sur :

- D'une part, la cohérence d'ensemble de la raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux retenus en application du 2° de l'article L. 210-10 du Code de commerce et inscrits dans ses statuts,
- D'autre part, l'exécution de ces objectifs.

Concernant la cohérence d'ensemble de la raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux de l'entité, nous l'avons appréciée au regard, d'une part, de son activité et, d'autre part, des objectifs opérationnels qu'elle a retenus :

- Cohérence de la raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux retenus au regard de l'activité de l'entité
 - Nous avons conduit des entretiens destinés à apprécier l'engagement de la Direction et des membres de la gouvernance au regard des attentes des principales parties prenantes internes ou externes concernées par l'activité de l'entité.
 - Nous avons apprécié les processus mis en place pour structurer et formaliser cette démarche en nous appuyant sur :
 - Les informations disponibles dans l'entité (par exemple, procès-verbaux des réunions du Conseil, échanges avec le comité social et économique, comptes rendus ou supports des réunions avec des parties prenantes internes ou externes, analyses des risques),
 - La feuille de route de société à mission et les derniers rapports du référent de mission établis depuis la dernière vérification,
 - Le cas échéant, ses publications (par exemple, plaquette commerciale, rapport de gestion, rapport intégré, Déclaration de Performance Extra-Financière, sur le site internet).
 - Nous avons apprécié si les objectifs sociaux et environnementaux sont cohérents avec la raison d'être, s'ils constituent des leviers pour l'accomplir ou des engagements sur la façon de l'accomplir.

- Nous avons apprécié si la raison d'être et les objectifs sociaux et environnementaux retenus :
 - Sont explicites et permettent à un lecteur qui ne connaît pas l'entreprise d'identifier son activité,
 - Permettent de comprendre la contribution de l'entreprise à la Société et si l'entreprise est en capacité de maîtriser et d'agir sur ses enjeux sociaux et environnementaux,
 - Sont spécifiques à l'entreprise, au regard de ceux des autres sociétés à mission du même secteur,
 - Sont alignés avec le modèle d'affaires de l'entité ; nous avons vérifié notamment que le chiffre d'affaires de l'entité n'est pas déconnecté de sa raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux retenus et que l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas potentiellement sans rapport, voire partiellement contradictoire, avec sa raison d'être et les objectifs sociaux et environnementaux retenus,
 - Sont exprimés avec des termes précis en lien avec l'activité de l'entreprise et non uniquement avec des termes génériques tels que durable, responsable, soutenable.
- Cohérence et articulation de la raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux au regard des objectifs opérationnels retenus

Nous avons apprécié si :

- Les objectifs opérationnels contribuent au respect de l'objectif social ou environnemental et/ou de l'engagement correspondant et s'ils sont indispensables pour les respecter,
- L'atteinte des objectifs opérationnels apporte une preuve convaincante du respect de l'objectif social ou environnemental et/ou de l'engagement correspondant,
- Les objectifs opérationnels sont vérifiables et les mesures retenues sont cohérentes avec eux.

Nous avons ainsi apprécié, compte tenu de l'activité de l'entité, la cohérence entre :

- Les informations collectées,
- La raison d'être, et
- Les objectifs sociaux et environnementaux formulés dans les statuts.

Concernant l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous avons vérifié l'existence d'objectifs opérationnels et d'indicateurs clés de suivi et de mesure de leur atteinte par l'entité à la fin de la période couverte par la vérification, nous avons apprécié si l'entité a mobilisé les moyens adéquats et cohérents au regard de ses ressources et du plan d'action défini et si les objectifs opérationnels sont en ligne avec les valeurs attendues des trajectoires définies par l'entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission, tel que décrit dans les rapports du référent de mission, et atteints.

Pour ce faire, nous avons réalisé les diligences suivantes :

- Prise de connaissance :
 - Nous avons pris connaissance des documents établis par l'entité pour rendre compte de l'exercice de sa mission, notamment les dispositions précisant les objectifs opérationnels et les modalités de suivi qui y sont associées, ainsi que les rapports du référent de mission.
 - Nous avons échangé avec le référent de mission sur son appréciation de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux et, le cas échéant, avec les parties prenantes pour les objectifs qui les concernent. Par ailleurs, nous avons revu l'analyse présentée dans les rapports du référent de mission, les résultats atteints à échéance des objectifs opérationnels en regard de leurs trajectoires définies, afin d'apprécier le respect des objectifs sociaux et environnementaux. Nous avons également pris connaissance de la manière dont le référent de mission a rendu compte de ces résultats.

- Analyse des moyens et ressources mobilisés :
 - Par entretien avec notamment l'organe de Direction de l'entité, nous avons apprécié les moyens financiers et non financiers mis en œuvre pour le respect des objectifs sociaux et environnementaux.
 - Nous avons apprécié, au regard de l'évolution des affaires sur la période, l'adéquation des moyens et ressources mis en œuvre et de ceux visant spécifiquement à l'atteinte des objectifs opérationnels par rapport à leurs trajectoires.
- Sincérité des indicateurs de performance :
 - Nous avons vérifié la présence dans les rapports du référent de mission d'indicateurs de performance cohérents avec les objectifs opérationnels, définis le cas échéant, permettant de rendre compte de l'atteinte des objectifs opérationnels et de l'avancement sur les trajectoires définies.
 - Nous avons vérifié la sincérité de l'ensemble de ces indicateurs et, notamment, nous avons :
 - Apprécié le caractère approprié du Référentiel de l'entité au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible,
 - Vérifié que les indicateurs couvrent l'ensemble du périmètre concerné par la qualité de société à mission,
 - Pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par l'entité et apprécié le processus de collecte visant à la sincérité de ces indicateurs,
 - Mis en œuvre des contrôles et des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions,
 - Apprécié la cohérence d'ensemble du ou des rapports du référent de mission au regard de notre connaissance de l'entité et du périmètre concerné par la qualité de société à mission.
- Non-respect d'un ou de plusieurs objectifs sociaux et environnementaux

Dans le cas où un ou des objectifs sociaux et environnementaux ne sont pas respectés, nous avons pris connaissance des raisons le justifiant, présentées dans le rapport du référent de mission. Au regard du contexte de l'entité, nous avons apprécié si ces raisons sont liées à des circonstances exceptionnelles, extérieures à l'entité, ne pouvant pas être anticipées au moment où les objectifs opérationnels ont été définis.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle relative à cette intervention ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Fait à ANGERS, le 29 avril 2025

L'organisme tiers indépendant
S.A.S. BECOUZE

S. GARNIER
Associée, Développement Durable

Annexe

Raison d'être :

La raison d'être de la Société est de développer les potentiels et d'améliorer les environnements de vie.

La Société entend également générer un impact social, sociétal et environnemental positif et significatif dans l'exercice de ses activités.

Objectifs statutaires	Objectifs opérationnels définis par la société
Fournir les outils et connaissances à ses employés pour qu'ils évoluent dans un environnement leur permettant d'exprimer leur potentiel chez CEDREO mais aussi dans la suite de leur carrière	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement des compétences en permettant la collaboration avec d'autres services. Faciliter la compréhension des missions de chacun et les enjeux des différents départements en partageant le quotidien d'un collègue. Faire bénéficier de l'expertise sur un sujet d'un salarié aux autres collègues Former des jeunes ou des personnes en reconversion à leur futur métier
Mesurer et réduire les impacts environnementaux de CEDREO et entre autres réduire les émissions CO2 plus rapidement que les objectifs de l'Accord de Paris	<ul style="list-style-type: none"> Suivre et réduire l'empreinte carbone globale
Accompagner ses clients vers l'autonomie et vers des choix de construction plus responsables et durables	<ul style="list-style-type: none"> Connaitre les enjeux de nos clients en matière de RSE Permettre à nos utilisateurs EN de se former seul à CEDREO Permettre à nos utilisateurs de chiffrer tous types de maisons quel que soit le mode constructif
Prendre en compte les besoins et contraintes de l'ensemble de ses partenaires pour leur fournir un cadre de travail sain et équilibré	<ul style="list-style-type: none"> Établir des relations durables avec les sous-traitants et les fournisseurs Privilégier les achats auprès de fournisseurs éthiques
Contribuer au développement des territoires sur lesquels CEDREO est implantée entre autres en fournissant des outils et en partageant des connaissances avec les habitants des territoires concernés	<ul style="list-style-type: none"> Mécénat financier Mécénat en nature Mécénat de compétences Accueillir des jeunes pour leur faire découvrir les métiers de l'entreprise
Échanger ses retours d'expérience pour contribuer à l'accélération de la mise en œuvre des actions d'impact	<ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur les réseaux sociaux Participer à des événements publics Obtenir un interview sur notre approche et nos actions en matière de RSE

Exercice clos le 31 décembre 2024.